

Initiative politique française en faveur des Chrétiens d'Orient

Author : Vini Ganimara

Categories : [Eglise universelle](#), [En Une](#)

Date : 14 octobre 2013



À l'initiative de Patrick Karam, ancien délégué interministériel et conseiller régional d'Ile-de-France (UMP), plusieurs élus ont mis en place une coordination – la *Coordination des Chrétiens d'Orient en danger* – dont l'objet est notamment de sensibiliser les responsables politiques sur l'avenir des communautés chrétiennes d'Orient.

L'institution de cet organisme traduit une prise de conscience qui semble dépasser les clivages partisans. Le message d'invitation à une prochaine réunion a d'ailleurs été signé par les sénateurs Roger Karoutchi (UMP) et Bariza Khiari (PS). Valérie Pécresse a activement participé à la mise en place de ladite coordination.

La *Coordination des Chrétiens d'Orient en France* a lancé une pétition nationale qui a recueilli

différentes signatures. On retrouve ainsi les noms de Jean-Paul Huchon (PS), de Rama Yade (UDI), de Claude Goasguen (UMP) ou de Jean-François Legaret (UMP), maire du 1^{er} arrondissement et ancien adversaire de Nathalie Kosciusko-Morizet aux primaires parisiennes.

Quant aux signataires religieux, on notera surtout la présence des représentants des communautés orientales non unies à Rome, qu'il s'agisse de Mgr Athanasios, évêque de l'Église Copte Orthodoxe en France, ou d'Abouna Moussa Anba Bishoy, prêtre de la paroisse copte de Nogent-sur-Marne. On retrouve également quelques prêtres orthodoxes. Enfin, des non-chrétiens comme Hassan Chalghoumi, imam de Nancy, ont signé cette pétition.

L'absence de représentants des catholiques de rite oriental s'explique peut-être par une certaine prudence à l'égard d'une initiative dont l'origine reste politique. Cette initiative est en effet due à la mobilisation de conseillers régionaux de la région Ile-de-France. À cet égard, de nombreuses figures du conseil régional Ile-de-France (Danièle Giazzi, Franck Margain, Vincent Roger, etc.) se retrouvent parmi les signataires de la pétition. En revanche, on notera l'absence de personnalités du Front national : ont-ils été associés à l'appel, alors qu'ils représentent une fraction non-négligeable de l'opinion publique ?

Mais, au-delà des signatures, il reste à savoir quel sera l'impact de cette mobilisation auprès des pouvoirs publics et, surtout, de l'opinion française, dont l'attention est souvent détournée sur certains sujets (problème des migrants de Lampedusa, etc.). Elle traduit néanmoins une vive préoccupation des hommes politiques sur cette question.